

le portefeuille-limite d'actions ordinaires a été porté de 15 à 25 p. 100 de l'actif global et la vérification qualitative des actions ordinaires pouvant servir à des placements a été adoucie.

Les sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires ont été dès leurs débuts des membres importants du régime financier canadien. Dans les années 1920, elles détenaient à peu près la moitié des hypothèques consenties par les entreprises privées au Canada. Toutefois, dans les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, elles perdirent beaucoup de terrain par suite de l'incidence de la crise économique et de la guerre sur le commerce des hypothèques. Depuis la guerre, toutefois, la forte demande renouvelée de prêts hypothécaires et la volonté de plusieurs sociétés de fiducie et de prêts d'engager une concurrence audacieuse pour attirer des fonds chez elles, ont entraîné une expansion rapide et soutenue de leurs opérations. On peut se rendre compte de cet essor en consultant la statistique publiée annuellement par le Surintendant des assurances du gouvernement fédéral et par les autorités provinciales, et en parcourant les bilans trimestriels dressés par le Bureau fédéral de la statistique.

Selon les chiffres établis par le B.F.S., les sociétés de prêts hypothécaires avaient, à la fin de 1964, un actif de 1,908 millions de dollars contre 1,544 millions un an plus tôt. Leur avoir en prêts hypothécaires s'élevait à 1,469 millions de dollars, soit 77 p. 100 de l'actif. Le placement en hypothèques constituant l'activité spécialisée de ces sociétés, ce pourcentage est resté assez constant au cours des années. A la fin de l'année, les sociétés de prêts hypothécaires avaient, en vendant des obligations, emprunté 1,256 millions de dollars, soit 66 p. 100 de leur capital global, et 320 millions à même les comptes de dépôts, dont la moitié environ consistent en comptes d'épargne avec privilèges de chèques.

A la fin de 1964, l'actif «intermédiaire» des sociétés de fiducie comprises dans le relevé du Bureau fédéral de la statistique, était de 2,789 millions de dollars, comparativement à 2,321 millions un an plus tôt. En outre, la valeur comptable de la masse des successions, fiducies et agences dont elles avaient l'administration au 31 décembre 1963* représentait une somme totale de 9,966 millions de dollars. Les sociétés de fiducie n'ont pas poussé leurs opérations en prêts hypothécaires dans la même proportion que les sociétés de prêts mais elles ont, ces dernières années, affecté une bonne partie de leurs fonds à des placements de ce genre de sorte qu'à la fin de 1964, les prêts hypothécaires représentaient 51 p. 100 de leur actif contre 39 p. 100 il y a cinq ans. En décembre 1964, l'encours de leurs certificats à terme s'élevait à 1,478 millions de dollars et leurs comptes de dépôts à 1,050 millions. Comme chez les sociétés de prêts hypothécaires, la moitié environ des dépôts étaient sous forme de comptes avec privilèges de chèques. Les opérations des sociétés de fiducie sont très variées et quelques-unes ont créé un important commerce à court terme en se procurant des fonds par l'émission de certificats à des termes aussi courts que trente jours et en faisant également fonction de prêteurs sur le marché monétaire. Il n'en demeure pas moins que le premier souci des sociétés de fiducie dans leur rôle d'intermédiaire, comme d'ailleurs des sociétés de prêts hypothécaires, est d'attirer les épargnes pour les transformer en hypothèques et autres placements à long terme.

De plus amples renseignements figurent dans les rapports du Surintendant des assurances sur les sociétés de prêts et de fiducie, dans les rapports des autorités provinciales de surveillance, dans le rapport de la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier, de même que dans les mémoires et les témoignages présentés à la Commission. Des bilans trimestriels sont publiés par le Bureau fédéral de la statistique et par la Banque du Canada. Les données annuelles qui paraissent aux tableaux 19 à 22 proviennent du rapport du Département des Assurances; les chiffres 1964 n'étaient pas disponibles au moment de mettre sous presse.

* Derniers chiffres disponibles du Département des assurances.